

# Culture & Société

les 10 et 11 décembre 1996 - Parlement européen-Bruxelles

**Centres culturels**

**Éducation permanente**

## LES QUESTIONS

Action culturelle et Éducation permanente, vecteurs de démocratie

**Les contextes économiques, sociaux et politiques  
de la dimension culturelle en Europe.  
Réinterroger l'économie, le social et le politique  
à partir des valeurs qui les fondent.**

Face aux phénomènes illisibles ou invisibles d'une société en constante mutation, nécessité de mieux poser les problèmes pour mieux les comprendre et ainsi développer la réflexion et l'esprit critique.  
*(Présence et Action culturelles)*

La Culture antidote de la consommation? Quels outils de décodage la culture apporte-t-elle à chacun, à chaque collectivité ou association pour lui permettre d'éviter les pièges de la consommation? *(Maison de la Culture d'Arlon)*

La culture antidote de la solitude? La culture permet-elle à l'individu de déjouer le nouveau "marché de la solitude" en train de se mettre en place? Comment peut-elle inviter chacun à s'en dégager, s'il le désire? *(Maison de la Culture d'Arlon)*

La sphère privée est devenue prioritaire à l'espace public. L'espace social et politique est de moins en moins régi par des logiques collectives et davantage par des logiques individuelles. Les opinions politiques et philosophiques des gens appartiennent aussi de plus en plus à la sphère privée. Comment lutter contre l'individualisation et le particularisme différentialiste pour se recentrer sur le collectif et l'universel?

Le concept de lien social ou de socialisation perd de son sens, la consécration du soi génère l'indifférence du vivre ensemble, encouragée aujourd'hui par les nouvelles technologies de communication tendant encore plus à faire en sorte que les gens n'ont plus besoin d'être ensemble ou de penser ensemble ou par la surprotection des emplois par ceux qui les exercent au détriment de toute solidarité avec les sans emploi.

L'intérêt général est perçu aujourd'hui comme étant la somme d'intérêts individuels. *(Présence et Action culturelles)*

Quelle stratégie, les associations peuvent-elles mettre en place pour développer un partenariat véritable et reconnu avec le monde politique? *(Culture et Développement)*

**Travail, exclusion, lien social quelles articulations?**

La Culture, antidote à la perte de sens, liée à l'absence de travail? Est-ce son rôle? Une mission possible pour elle? *(Maison de la Culture d'Arlon)*

Face à une guerre ou face à une calamité naturelle les pays occidentaux sont en mesure de mobiliser des ressources colossales. Pourquoi ne le font-ils pas face à la calamité sociale qu'est l'absence d'emplois et donc d'avenir pour environ 25% de la population adulte? N'est-ce pas parce que les pays occidentaux ont intérêt à la précarité / pauvreté de près d'un quart de la population? Cela permet une pression énorme sur les salaires et cela permet le triomphe des sociétés capitalistiques dont sont issues beaucoup de gouvernants ou avec lesquelles ils sont en relations diverses. *(Funoc/ Lire et Ecrire Charleroi)*

Pour ceux qui vivent la précarité de la vie sociale dans des zones d'exclusion et au sein de milieux défavorisés, nécessité de créer des solidarités nouvelles, de bousculer les conformismes et de favoriser l'émergence d'utopies, de rêves, d'idéaux pour déconnecter les gens de leur ancrage social

et les amener à se fixer des buts afin de reprendre en main leur devenir. (*Présence et Action culturelle*)

Culture et quart Monde, question marginale ou centrale pour nos sociétés?

*Quart Monde ? de qui parlons-nous ?*

Fin septembre 1996 mourait un homme inconnu de presque tous sauf de quelques compagnons qui croisaient de temps à autre sa route, à la Gare Centrale de Bruxelles.

Décédé dans des conditions atroce - mort carbonisé dans l'incendie de ce qui ne peut même pas s'appeler une cabane, dans un petit bois au bord d'un des quartiers les plus riches de la capitale - sa mort représente-t-elle autre chose qu'un fait divers malheureux sur lequel on s'émeut avant de penser à autre chose?

Lui qui n'a rassemblé qu'une poignée d'amis pour son enterrement, lui qui ces derniers mois, survivait à la marge de notre vie, comme "mis en décharge" de l'humanité, nous l'invitons à prendre place, par la pensée, au coeur de ce colloque "Culture et Société". Lui et tant d'autres hommes, femmes ou enfants, à la dérive de la misère.

Nous n'avons pas réussi à créer ou à rebâtir la communication entre eux et nous. Nous n'avons pas pu (pas voulu?) partager avec eux ces outils de base que nous utilisons à chaque instant pour prendre place parmi les hommes : le langage, la lecture, l'écriture, sans parler de la musique, de la peinture et autres arts...

*Amputé dans son humanité par la privation de la culture.*

De plus en plus, nous sommes sensibles à ce que souffrent ceux qui sont privés d'un toit, du revenu minimum de survie.

Pourtant, priver un être humain de l'accès à la culture, n'est ce pas le réduire à "son être animal"? Aux chiens peut-être suffisent la niche et la pâtée. "Je suis un être humain, j'ai aussi besoin de beauté".

Chaque être humain ainsi abandonné nous interpelle sur le sens même que nous donnons à notre humanité.

*La culture pour permettre à chacun de contribuer à l'avenir de la communauté.*

Au delà de l'insupportable privation des moyens indispensables pour prendre place, libre et responsable, dans la communauté humaine, couper un homme de l'accès à la culture n'est-ce pas aussi amputer nos sociétés d'une part essentielle de sa force, de sa vitalité?

Qui sont ces hommes, ces femmes, ces enfants ? Trop souvent encore, nous les voyons comme des corps à vêtir, à chauffer, à nourrir.. Mais que portent-ils dans le coeur, dans leur esprit façonné par une longue histoire de souffrances, d'oublis, de mépris, d'exclusions ? De quelles pensées uniques, irremplaçables, forgées à cette expérience de vie, nous privons-nous ainsi ? De quels talents ? De quelles capacités de création?

Alors que nous sommes confrontés à des questions écologiques sans précédent, n'aurions-nous pas particulièrement besoin de ceux qui, non seulement sont relégués dans les zones d'habitat les plus malsaines mais qui, aussi, depuis des générations, développent des trésors d'ingéniosité pour tirer parti de tout ce qui peut se recycler?

Nous qui nous inquiétons face à la montée des intolérances, qui questionnons le sens même de la démocratie, pouvons-nous nous passer de la pensée et de la réflexion de ceux qui, jusqu'à présent, ont le moins bénéficié de nos avancées démocratiques ?

Nous qui posons la question de l'économie : au service des hommes ou au service de quelques hommes ? Pouvons-nous nous payer le luxe de négliger l'apport de ceux qui ont été le plus écrasés par le type d'économie que nous connaissons actuellement ?

Nous qui sommes profondément interpellés par des questions éthiques vitales, face à la vie, face à la mort, que perdriions-nous si nous oublions d'interroger ceux qui, apparemment sans plus de raison apparente de croire ni d'espérer, rebattissent sans cesse leurs familles, dans un refus obstiné de désespérer totalement de l'avenir et des hommes ?

*Atteindre les plus pauvres : des pistes.*

Dès lors, nous serons hantés par un besoin impérieux : "Atteindre les plus pauvres". Nous ne pourrons plus jamais nous satisfaire d'atteindre 70 ou 80% de notre public potentiel".

A la Maison des Savoirs de Molenbeek, des personnes profondément atteintes par la misère manifestent et développent leurs capacités créatives par la peinture, la céramique... En partenariat avec l'Opéra Royal de la Monnaie, elles ont pu découvrir l'Opéra...

Dans les bibliothèques de rue, les pivots culturels, des enfants exclus de l'accès au savoir redécouvrent le plaisir d'apprendre, redécouvrent leur propre intelligence.

Dans les Universités Populaires Quart Monde, elles s'exercent depuis plus de 20 ans à mettre leur pensées en mots, en phrases... Leurs souffrances deviennent expériences qui enrichissent le patrimoine commun et ainsi, prennent sens. Leur réflexion s'enrichit de la confrontation avec d'autres, non seulement de personnes dont la vie est proche de la leur mais aussi de personnes engagées à leurs côtés, venues d'horizons différents, ou encore d'invités exceptionnels.

Ces diverses initiatives restent très modestes, elles n'atteignent qu'un nombre limité de familles. Elles ont pour seule ambition de manifester des possibles, d'ouvrir des chemins.

*Un défi qui exige notre engagement à tous.*

Ce défi de l'accès de tous aux moyens culturels, pour que tous reçoivent les moyens nécessaires à une vie libre et responsable, les outils nécessaires pour pouvoir apporter leur part à la construction de demain ne peut être relevé que par notre engagement à tous, associations, institutions...

Depuis plusieurs années, l'UNICEF a ainsi entrepris une étude sur ce thème qui vient d'être publiée. Au travers de la présentation de quelques actions pilotes menées par notre Mouvement à travers le monde, elle recherche des pistes utiles à tous pour avancer dans cette direction.

Déjà en demandant au Mouvement ATD Quart Monde de réaliser le Rapport Général sur la Pauvreté avec l'Union des Villes et Communes de Belgique (section C.P.A.S.), avec le soutien logistique de la Fondation Roi Baudouin, notre gouvernement a manifesté qu'il ne pouvait plus concevoir de vraie politique de lutte contre la pauvreté en se privant de l'apport de ceux qui la vivent. Acte culturel, acte politique que la réalisation de ce Rapport.

Préparé par des années d'engagement auprès des populations les plus atteintes par la misère, il leur a permis de se rassembler entre plusieurs associations, de développer une expression publique de leur pensée, de la confronter à des professionnels, d'aller jusqu'à la proposition politique.

En juin 95, la Commission Européenne organisait un colloque sur la contribution de la culture à la lutte contre la misère, en lien avec la 4ème session européenne des Université Populaire Quart Monde 17 actions européennes y étaient présentées.

### *Mettre les plus pauvres au coeur de ce colloque*

A présent nous nous interrogeons sur les liens entre culture et société, culture et citoyenneté et nous mettons les plus pauvres au coeur de notre réflexion.

Comment allons-nous unir nos forces, rassembler nos savoir faire, nous entraîner sur de nouveaux chemins, nous soutenir les uns les autres au delà de cette rencontre afin que, demain plus un seul être humain ne soit laissé hors humanité, afin que demain, notre communauté humaine ne soit privés de l'apport d'aucun de ses membres.

### *Propositions de questions à approfondir, d'expériences à échanger.*

- Comment s'y prendre pour connaître les plus pauvres, ceux qui disposent du moins d'atout pour pouvoir participer aux échanges culturels ?
- Comment s'y prendre pour leur permettre de développer toutes leurs virtualités ?
- Comment s'y prendre pour permettre leur contribution à toutes les formes de la culture ?
- Comment permettre à chacun de bénéficier de l'apport culturel des citoyens les plus démunis ?

*(ATD Quart Monde)*

Nous sommes de plus en plus amenés à gérer de nombreux paradoxes; certains sont inhérents à la gestion de l'humain et amènent un nécessaire va et vient dynamique par des remises en question, les repositionnements continuels.

Par ailleurs certains paradoxes sont plus difficiles à gérer:

en ce qui concerne les exigences de certains pouvoirs subsidiaires soutenant des objectifs spécifiques d'insertion socioprofessionnelle,

-la gestion de l'obligatoire: l'alphabétisation est conçue comme une démarche volontaire et toute la pédagogie d'éducation permanente est construite sur cette dynamique alors qu'un certain nombre d'apprenants s'y inscrivent par obligation plus ou moins claire via le Forem, les CPAS, etc.

-nous travaillons essentiellement dans une logique curative, et secondairement dans une approche plus préventive dans la mesure où les parents inscrits en alphabétisation réduiront les risques de reproduire l'illettrisme chez leurs enfants. Pourquoi n'existe-t-il pas une volonté politique globale de s'attaquer de manière prioritaire aux causes de l'illettrisme?

-l'Education permanente repose sur un ensemble de valeurs auxquelles nous adhérons, pour la plupart, mais qui n'est pas très cohérent avec le système de valeurs actuelles axées plus sur l'"avoir" que sur "l'être". Un peu comme si on demandait aux non-nantis d'"être" et aux nantis de continuer à "avoir".

Ne sommes-nous pas parfois, plus des agents de pacification sociale? Cela étant renforcé par les perspectives d'emplois de notre public = pas d'emploi ou au pire, des postes peu valorisants et les moins bien payés. *(Lire et Ecrire Namur)*

## **Europe économique, Europe sociale, Europe politique: quels défis culturels?**

-

### **Les arts dans l'émergence des significations culturelles: quels apports?**

Y a-t-il un lien entre la recherche de sens et la création artistique? si oui lequel? *(Maison de la Culture d'Arlon)*

Nécessité de replacer la culture sur le terrain des valeurs productrices de sens, d'alimenter la quête de sens par une volonté partagée, dans un esprit de révolte, de résistance et d'engagement, de rétablir

des utopies collectives capables de penser les transformations de nos sociétés en terme de projets, de lutter contre l'indifférence aux autres, l'universalisme différencié, contre le particularisme au détriment de valeurs de dépassement collectif et d'humanisme. (*Présence et Action Culturelles*)

## **De l'individu au citoyen: quelle fonction pour la sphère publique?**

### **Place et rôles de la culture dans la société contemporaine Création artistique, mouvements sociaux, communication**

Face à la consommation individuelle du son et de l'image, aux activités individuelles de l'esprit, comment attirer le public à des activités socioculturelles qui ont une fonction informative et formative qui aident à renforcer les savoir implicites de façon à les rendre capables de questionner les savoir théoriques? (*Présence et Action culturelles*)

### **Citoyenneté: une éducation à poursuivre tout au long de la vie Formation, éducation permanente et démocratie Éducation permanente et culture Ecole, action culturelle et éducation permanente.**

Si nous vivons des changements incessants et majeurs pour rester maître de son devenir, pour vivre une réelle démocratie, l'individu doit disposer d'outils de compréhension et de temps pour s'appropriier la réalité! Il faut que sa responsabilité soit possible. Les organisations d'Éducation permanente tentent de mettre ces outils à disposition des citoyens / citoyennes et de travailler en temps réel. Les moyens dont elles disposent sont dérisoires et ne correspondent pas à la volonté du législateur de 1976. Quand cette correspondance sera-t-elle établie? (*Action Catholique des Milieux Indépendants*)

Dans le contexte politique et économique actuel, quelle volonté politique existe-t-il encore pour soutenir la diffusion culturelle, promouvoir les démarches d'éducation permanente et favoriser la participation du citoyen? question subsidiaire: quel budget reste-t-il? (*Ligue des Familles, Verviers*)

Malgré les déclarations d'intention et les quelques moyens développés par les associations - culturelles et d'éducation permanente -, la désaffection de la part des "membres" est grande. La recherche de bénévoles demeure ardue et l'engagement de ceux-ci devient de plus en plus spécifique voire ponctuel. Comment arriver à développer une citoyenneté responsable au-delà des "bénévoles"? Nos institutions ne sont-elles pas devenues des lieux d'engagement et de prise de responsabilité de quelques hommes et femmes engagés? Comment atteindre notre public cible? (*Ligue des Familles, Verviers*)

Y a-t-il adéquation entre l'offre et la demande sociale et culturelle? Quels critères d'actions pour attirer le public? Quelles nouvelles stratégies adopter? Quels nouveaux espaces inventer? (*Présence et Action culturelle*)

Face au désenchantement des populations, à la mise en péril des capacités de la société à assurer le bien être, du progrès et d'un futur garanti, au phénomène de l'exclusion sociale, nécessité d'une action éducative collective pour promouvoir des formes de résistance au dénigrement, à l'économie et au marché tout puissant, aux modèles dominants, aux extrémismes pour affirmer les enjeux de la démocratie. (*Présence et Action culturelle*)

Face à la substitution du divertissement personnel à la réflexion critique en commun malgré les actions proches du lieu de vie, comment l'éducation populaire peut-elle assurer sa mission qui consiste à apporter des réponses aux interrogations, à analyser les causes, à imaginer des solutions, à produire des changements et à transmettre des signes d'évaluation? (*Présence et Action Culturelle*)

Face au désintérêt de la plupart des citoyens pour la chose publique, nécessité de valoriser la réflexion collective sur des valeurs progressistes en confrontant des points de vues différents, voire contradictoires, en vue du développement de solidarités et d'actions pragmatiques dans la quotidienneté. (*Présence et Action culturelles*)

Les mouvements d'éducation permanente, les associations de jeunesse, etc. ont prévu, d'une manière ou d'une autre, la participation active du public cible: les adultes, les familles, les jeunes, les lecteurs, etc. Paradoxalement, cette participation est difficile à obtenir. Quelles légitimité peuvent prétendre ces associations? Quelle représentativité ont-elles encore? (*Ligue des Familles, Verviers*)

Quelle place pour le(s) citoyen(s) aujourd'hui dans la société? Quel espace leur laisse-t-on occuper et quels moyens se donnent-ils pour l'élargir? (*Présence et Action Culturelle*)

Nécessité d'offrir la possibilité d'expression d'une critique sociale et politique, sous la forme d'un militantisme culturel comme dynamique d'une responsabilité civique, et de remettre en cause les systèmes d'idées et les certitudes, les a priori et les notions fausses, afin d'inventer les moyens d'un changement. (*Présence et Action culturelle*)

Le document introductif au colloque met bien le doigt sur la crise de société que nous vivons. Il me semble que nos institutions, organisations et services publics sont particulièrement "sclérosés" et relèvent d'un fonctionnement "archaïque". Comment et quelle procédure mettre en place pour s'adapter aux nouveaux défis déjà en cours et face à tous ceux qui s'annoncent? Comment concevoir une structure suffisamment proche du citoyen et avec quels moyens? (*Ligue des Familles, Verviers*)

## **Annexes**

### **Autres réflexions**

Comment peut-on être dans la voiture et regarder ses feux arrières? (*Cirque Divers*)  
Grand jardinier du Paradoxe et de Mensonge Universels (Manifeste 77) (*Cirque Divers*)

La société future sera, nous dit-on, une société solidaire, à visage humain, plus proche de la nature, plus équilibrée... Et pourtant, intégrisme, nationalisme, individualisme, intolérance se rencontrent tous les jours sur le terrain de l'action socioculturelle.

Milieux défavorisés socialement, économiquement, intellectuellement, manque de communication et d'informations dans un univers où les multimédias sont omniprésents. aménagement, développement d'éléments de convivialité des lieux publics qui sont de plus en plus désertés... Paradoxes...

Ces constats, réflexions, interrogations ne manquent pas. Mais que faire concrètement? Qu'imaginer, que proposer? Sans distinction entre le social, l'éducatif, le culturel dans toutes ces appellations mais avec la volonté indispensable du monde politique et le soutien des sphères économiques, quelles propositions dégager de la réflexion pour que les différentes composantes participent à la concrétisation d'une société plus universelle construite avec ce liant qui pourrait s'appeler art de vivre. (*Foyer culturel de Manage*)

**Pour un grand projet culturel pour Namur**

Tout grand projet culturel devrait se réaliser en fonction de quatre principes:

- le pluralisme des opérateurs associés au projet
- le partenariat entre le secteur public et les associations
- la diversité non seulement des disciplines mais aussi des démarches culturelles spécifiques
- la participation des citoyens tant au niveau de l'élaboration des projets qu'au plan de leur mise en oeuvre.

L'obligation de redéfinir un nouveau projet de Centre Culturel Régional nous paraît une excellente opportunité pour élaborer un contrat culturel d'une part pour la Ville de Namur et d'autre part pour l'ensemble de l'arrondissement de Namur.

Pour nous, l'objectif prioritaire des centres culturels est de faire en sorte que les citoyens puissent se situer dans notre société, élaborer et exprimer eux-mêmes leurs projets et prendre en charge leur avenir.

Si l'importance du pluralisme des opérateurs culturels et des organismes associés à la définition des projets culturels n'échappe à aucun démocrate, il nous paraît indispensable de réaffirmer l'intérêt d'associer des services publics gérés par des mandataires politiques et des associations regroupant des citoyens critiques mais solidaires et responsables.

Pour nous, en effet, la démocratie ne consiste pas seulement à voter à intervalles plus ou moins réguliers et à laisser faire les mandataires politiques; la démocratie doit aussi permettre à des citoyens et aux associations qu'ils ont constituées de répondre aux besoins de la population en écoutant les citoyens, en synthétisant leurs aspirations et en élaborant des propositions qui y répondent.

Le grand projet culturel de Namur pourrait s'articuler autour de quatre axes:

#### Un lieu de rencontre et d'émergence de collaborations

Le nouveau centre Culturel Régional devrait non seulement coordonner l'ensemble des centres culturels locaux situés dans l'arrondissement mais également se proposer comme lieu de rencontre de responsables et d'animateurs de tous les organismes culturels existants dans le Grand Namur afin qu'ils se connaissent et qu'ils puissent collaborer sur certains projets.

En outre les centres culturels locaux ou régionaux peuvent mettre à la disposition des associations une série de moyens matériels (films, spectacles, personnes ressources...) au service de leur animation et de leur démarches d'éducation permanente.

#### Une démarche interdisciplinaire et pluriculturelle

Le travail sur l'imaginaire culturel des citoyens est très important.

Cette culture de l'imaginaire, où l'aspect commercial ne doit pas être nié sans être prioritaire, doit s'élaborer autour de projets qui allient différentes démarches culturelles (animation, éducation permanente, création, diffusion) et des modes d'expression diversifiés (écrit, audiovisuel, cinéma, théâtre, musique, ...)

#### Une recherche sur la culture et l'économie

Dès 1982, le premier Conseil Culturel de la Maison de la Culture de l'Arrondissement de Namur avait souligné l'importance de la liaison entre la culture et le domaine socio-économique.

La crise économique se double souvent d'une crise culturelle (perte d'identité, fatalisme,...) et la redynamisation économique d'une région passe par un nouveau dynamisme culturel.

#### Un espace privilégié de diffusion de création et d'animation.

La rénovation du théâtre de Namur fournira sans doute aux namurois un espace d'animation, d'expression, de création et de diffusion qui devra être largement ouvert et disponible.

L'animation garantira cette ouverture et veillera à faire participer le citoyen à l'élaboration des décisions.



Pour de réelles concertations et coordinations de l'action politique et de l'Education permanente.

Depuis des décennies, des mouvements d'éducation permanente travaillent quotidiennement, souvent dans l'ombre, afin de créer des solidarités concrètes avec les exclus, d'éviter l'exclusion des populations qui se trouvent en situation précaire et de construire une société plus démocratique, plus égalitaire et plus solidaire, condition indispensable à une réelle lutte contre l'exclusion et la pauvreté.

Nous estimons que l'action politique doit permettre la réalisation de projets qui ont un impact direct et significatif sur la vie des gens; c'est aussi le cas en ce qui concerne la lutte contre l'exclusion et la pauvreté.

Les choix budgétaires des différents exécutifs ont progressivement favorisés les projets ponctuels et extraordinaires (Fonds d'Impulsion pour l'intégration des immigrés, Eté-Jeunes, projets de la Communauté Française de lutte contre la pauvreté, CREA-J, Fonds créé par la Région Wallonne, contrat de sécurité, de solidarité, ...) au détriment des subventions régulières des mouvements d'éducation permanente : le subside pour un animateur qui selon le décret de 76 devrait être d'environ 900.000.- francs est en 1996 de 661.000.- francs.

Pour tenter de survivre et poursuivre leur action, les organisations d'éducation permanente doivent sans cesse se tourner vers des subventions extraordinaires s'inscrivant dans les projets retenus par les Exécutifs au risque de ne plus pouvoir assurer leurs actions à long terme.

De plus, pour être prises en considération, ces demandes doivent souvent transiter par les communes. Cette procédure met les différentes organisations à la merci de l'arbitraire des partis politiques locaux quels qu'ils soient et cela retarde souvent la mise en oeuvre des projets à cause de la lourdeur des procédures administratives.

Enfin, ces crédits sont conditionnés par la participation à des structures de coordination qui mobilisent beaucoup de temps et d'énergie au détriment de l'action sur le terrain : souvent les moyens de lutte contre l'exclusion sociale sont accaparés par des coordinations de toutes sortes qui mobilisent ces moyens pour leur propre fonctionnement.

Sur le terrain, nous constatons, que si les pouvoirs publics se sont donnés les moyens de leur propre inefficacité, notamment en réduisant les impôts, ils tentent d'envahir le champ culturel et le champ social pour les régler et les rationaliser et même pour concurrencer nos initiatives.

Nous pensons que face à ce qui constitue parfois de véritables agressions de nos services, nous devons réagir et affirmer sans ambiguïté que le respect de ces initiatives est une condition de la démocratie.

La coexistence de services publics et privés non-marchands répondant aux mêmes besoins garantit le libre choix des citoyens et n'entraîne pas automatiquement des gaspillages. Cela peut entraîner une meilleure qualité du service et une certaine rentabilité surtout si un minimum de coordinations est assurée. De plus, les services organisés par des associations présentent souvent plus de souplesse et peuvent coller en permanence aux besoins de la population.

Par ailleurs, nous sommes favorables à une requalification des services publics en affirmant que le rôle de l'Etat qui ne doit pas être un simple redistributeur mais qui doit aussi être un moyen de réguler les rapports entre les forts et les faibles, de garantir la solidarité, d'élaborer des règles visant à une plus grande égalité des droits de chacun.

Pour cela, l'Etat doit avoir les moyens de mener une enquête politique, de prendre des initiatives, d'exister sur certains terrains.

Nous faisons l'hypothèse que le secteur public et l'économie sociale ont intérêt à dialoguer et à s'entendre sous peine d'être minorisés par l'initiative privée du secteur marchand.

Un partenariat entre d'une part les mouvement développant des services au public et d'autre part les pouvoirs publics pourrait être une piste pour sortir de la contradiction actuelle et pour se renforcer vis-à-vis de l'initiative privée marchande.

Notre réticence actuelle face à l'obligation de passer par des pouvoirs publics locaux ne signifie nullement que nous ne voulons pas reconnaître leur travail et nous coordonner avec eux (au contraire) mais nous estimons que les meilleures coordinations se font entre partenaires libres et égaux à partir du travail concret réalisé sur le terrain.

Plutôt que de mettre sans cesse l'accent sur des initiatives résolument nouvelles, pourquoi ne pas évaluer ce qui se fait déjà de manière rigoureuse et renforcer les actions qui ont réellement un impact direct sur la vie des gens et qui empêche réellement une exclusion sociale. *(CIEP du Mouvement Ouvrier chrétien, Namur)*